



ANNIVERSAIRE D'EDF PPE ET AVENIR DU SYSTEME ELECTRIQUE

100 % libres
...100 % vous !

C'est en soutenant EDF au nom de l'intérêt général que le Gouvernement réussira sa PPE

Alors que la consultation sur la 3^{ème} édition de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3) vient de se terminer, le Premier Ministre a consenti à ce qu'un débat sur la politique énergétique du pays ait lieu au Parlement. Celle-ci sera également, à en croire le Ministre de l'Économie, au cœur de l'audition parlementaire prévue le 30 avril pour la présidence d'EDF.

Au moment où EDF fête ses 79 ans d'existence depuis la loi du 8 avril 1946, la CFE Énergies est convaincue que l'électricien national est et doit être au cœur de la réussite du modèle français de planification écologique et de transition énergétique comme il a été au cœur des réussites énergétiques du pays depuis 1946. Ce modèle, porté par la PPE 3 et soutenu lors du dernier conseil de planification écologique, est présenté comme un « *outil à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles importées* », au service de la souveraineté du pays.

Prolongation du parc nucléaire existant, construction de nouvelles capacités nucléaires, développement équilibré des énergies renouvelables, investissements massifs dans les réseaux électriques, croissance du potentiel hydroélectrique... la CFE Énergies tient à rappeler que la réussite de la PPE 3 passe par des investissements massifs dans le système électrique et donc la capacité du groupe EDF à franchir ce mur d'investissements.

Les investissements dans le parc décarboné pilotable d'EDF sont d'autant plus essentiels à la sécurité du système électrique que celui-ci fait face à une instabilité croissante avec le développement des énergies renouvelables électriques intermittentes partout en Europe et que seul le parc de production nucléaire et hydraulique d'EDF est capable d'apporter ce service d'équilibrage au niveau européen.

Parce qu'il en va de la décarbonation par l'électrification, de la souveraineté énergétique du pays dans un contexte géopolitique brutal, et de la qualité du service public de l'électricité qu'attendent légitimement les Français, la CFE Énergies comme les salariés qu'elle représente attendent du Gouvernement qu'il soutienne EDF dans ses missions au service de la Nation et qu'il mette fin à plus de vingt années de fragilisation de l'électricien national.

Politique de dividendes démesurés, dette liée à la CSPE, spoliation organisée par l'AReNH qui faisait suite à la destruction de valeur du TaRTAM mis en place en 2006 sous la pression d'industriels maniant le chantage à l'emploi, hérésie de la fermeture de Fessenheim suivie d'une PPE2 qui s'obstinait à consacrer la fermeture politique de réacteurs, dette de plus 8 milliards due à la livraison supplémentaire de 20 TWh d'AReNH en 2022... la liste des décisions étatiques ayant fragilisé la capacité d'investissement d'EDF est longue. Les opérations industrielles imposées à EDF, du rachat d'AREVA NP à la précipitation à décider l'investissement dans Hinkley Point, comme des tarifs de l'électricité politisés et donc restés très longtemps en dessous des réalités économiques, n'ont fait qu'alourdir la facture.

Dès lors, la CFE Énergies demande au Gouvernement de cesser ce jeu de massacre s'il souhaite sincèrement préparer l'avenir du pays. En stratège soucieux du long terme, il doit assurer un véritable financement public du programme du nouveau nucléaire et défendre pour EDF la capacité de vendre son électricité au juste prix, c'est-à-dire un prix couvrant l'intégralité de ses coûts économiques et permettant le financement de ses investissements dans la sécurité énergétique des Français.

Loin des exigences de ceux qui rêvent de la prolongation de l'AReNH en sacrifiant l'intérêt général sur l'autel de leurs intérêts particuliers ou qui oublient que l'électricité n'est pas, et de loin, la seule raison de la perte de compétitivité de l'industrie française, ce juste prix de l'électricité est la condition pour ne pas alourdir la dette électrique du pays qui, tôt ou tard, pèsera sur les générations futures.